

Non pas que je sois négatif, mais on ne nous donne aucune raison d'être positif. Je viens à la Chambre avec un optimisme sans égal. Je considère le nouveau gouvernement avec enthousiasme. Je tiens à pouvoir applaudir à chacune de ces initiatives. Je tiens à pouvoir intervenir et approuver avec joie les mesures que prend le gouvernement. Comment puis-je approuver ce que fait le gouvernement quand il ne respecte pas ses promesses, et qu'il fait même tout à fait le contraire de ce qu'il avait promis lorsqu'il cherchait à se faire élire? Dois-je soutenir le gouvernement lorsqu'il prend les mesures mêmes qu'il promettait de ne pas prendre et qu'il ne fait pas ce qu'il avait promis de faire? Je ne peux pas le faire, car ce serait malhonnête de ma part.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall) a la parole pour une petite question, qui sera suivie d'une brève réponse.

M. Dingwall: Monsieur le Président, j'ai simplement une brève remarque à faire. J'entends les députés d'en face parler des programmes de création directe d'emplois qui, selon eux, ne sont pas la réponse au problème de chômage de notre pays. Je ne suis pas d'accord. Ni mon parti ni le NPD n'ont jamais préconisé cette initiative comme une panacée à nos problèmes de chômage. Cependant, je m'inscris en faux contre les députés d'en face qui n'approuvent pas les programmes de création directe d'emplois pour les chômeurs.

Je demande au député si son parti et lui sont déterminés à financer les programmes de création directe d'emplois, qu'il s'agisse des emplois d'été des étudiants ou du programme Canada au travail. Comme nous le savons tous, le parti conservateur, en théorie comme en pratique, s'oppose totalement à toute aide financière à la création directe d'emplois.

M. Deans: Monsieur le Président, ma réponse à cette question est tout simplement oui, nous le sommes. Lors qu'on doit faire face aux problèmes du chômage, il est évident qu'il vaut mieux avoir un emploi à court terme que pas d'emploi du tout.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Cape Breton Highlands-Canso (M. O'Neil) pourra poser une autre question qui sera brève, ainsi que la réponse.

M. O'Neil: Monsieur le Président, je veux simplement faire une remarque qui s'adresse au Nouveau parti démocratique en général et particulièrement au discours du député.

● (1730)

Je représente une circonscription où le plus gros employeur est une société étrangère qui appartient à Stora Kopparberg. C'est l'industrie la plus importante et le principal employeur dans la circonscription. Cela m'irrite encore d'entendre les représentants néo-démocrates s'en prendre aux investisseurs étrangers. Je ne peux m'empêcher d'en déduire que les membres de ce parti préféreraient voir les Canadiens sans emploi. Les chômeurs de ma circonscription préfèrent sûrement travailler pour une société étrangère plutôt que de chômer.

M. Deans: Monsieur le Président, je voudrais signaler au député que nous préférions aussi que les gens travaillent pour

une société étrangère au lieu de demeurer sans emploi. Toutefois, nous exigerions des sociétés étrangères qu'elles s'engagent à servir les intérêts de notre pays. Les sociétés étrangères doivent trop souvent se soumettre à des décisions prises à leur siège central et ne font guère de travaux de recherche et de développement au Canada. Ces sociétés sont à la longue de peu d'utilité pour le Canada s'il ne réussit pas à en tirer des avantages. De nombreuses sociétés ne nous offrent aucun de ces avantages.

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant terminée.

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): L'hon. le Président, en prononçant aujourd'hui ce premier discours mes pensées vont, bien sûr, aux électeurs de la circonscription de Rimouski-Témiscouata. Je les remercie sincèrement de la confiance qu'ils m'ont accordée et je les invite, comme je l'ai fait durant toute la campagne électorale, à participer activement au processus de la démocratie canadienne. Je les invite, ainsi que tous les Canadiens, à maintenir avec moi et les autres membres de la Chambre un dialogue constant sur les questions qui nous préoccupent et sur les orientations qu'ils souhaitent voir leur gouvernement adopter. C'est ce dialogue qui fait la vitalité de notre système de gouvernement.

Monsieur le Président, comme le mentionnait le discours du Trône et comme l'ont confirmé mes collègues, le ministre des Finances (M. Wilson) et le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret), nous devons au cours de la 33^e législature parlementaire nous attaquer à des défis formidables. Les décisions que nous prendrons au cours des prochaines années ou les conséquences de celles qui n'auront pas été prises affecteront considérablement l'avenir économique du pays ainsi que les possibilités d'emploi offertes à nos enfants.

Notre économie est chancelante et l'exposé économique s'est penché sur elle pour en analyser les symptômes avec acuité et profondeur. Les problèmes sont multiples et grandement imputables à 20 ans d'hégémonie libérale. Au cours de ces deux décennies, le niveau de vie de notre population, qui se situait auparavant au deuxième rang au monde, est tombé au 13^e rang. Notre dette fédérale nette s'est multipliée par dix pour atteindre presque 200 milliards de dollars. Notre économie a souffert parce que nos prédécesseurs considéraient les industries prospères comme des sources de revenu plutôt que comme les clés de voûte du développement économique à venir. Ils ont drainé la force de ces industries pour étayer les faiblesses des autres secteurs de l'économie plutôt que de s'attaquer directement à ces faiblesses. Cette optique malheureuse a eu pour conséquence d'affaiblir tous les secteurs de l'économie.

Vingt ans de politiques économiques libérales nous ont laissé en héritage un dollar qui ne vaut plus qu'un maigre 75c. par rapport au dollar américain.

Nous avons hérité également d'un taux de chômage de plus de 10 p. 100. Ce legs désastreux s'est traduit par maintes et maintes faillites agricoles et commerciales au cours de ces dernières années.